



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 12 juin 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
12 juin 2025
n° 21 / 8086^e
pages 993 à 1048



CHRONIQUE / Droit

La question *a priori* dans le raisonnement juridique

> Jean-Sylvestre Bergé

1009

ÉDITORIAL

993 Le retour d'une antienne, *Didier Guevel*

ACTUALITÉS

996 Concurrence (recours) : notification de la déclaration de recours

997 Vente (vice caché) : prescription de l'action récursoire

1001 Cycle de conférences (Cour de cassation) : retour d'expérience des juridictions pénales internationales

1002 Étranger (assignation à résidence) : inconstitutionnalité du régime

POINT DE VUE

1007 Plaidoyer pour un CNU garant de l'excellence scientifique en appui de l'autonomie des universités, *Sophie Bérout, Pierre Bonin, Francesco Martucci et Stéphanie Porchy-Simon*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

1016 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : Le procès et le changement climatique.

Étude de la réalisation juridictionnelle du droit climatique, *Laura Canali*

1018 Les directions des affaires juridiques des ministères. Contribution à l'étude de la fonction d'expertise juridique dans l'administration d'État, *Louise Fort*

1021 **Panorama** : Bail d'habitation, *Nicolas Damas*

1037 **Notes** : La consigne : punir l'élu (local) en laissant libre l'électeur, note sous *Cons. const. 28 mars 2025*, *Guillaume Beaussonie et Antoine Botton*

1043 Pas de mise en garde de la sous-caution par la caution, note sous *Com. 2 avr. 2025*, *Sébastien Cacioppo*

ENTRETIEN

1048 Emmanuel Dreyer – Infractions raciales : transfert de la loi de 1881 au code pénal



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KÉTTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maiëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 1117,5 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Didier Guével

993

Le retour d'une antienne



ACTUALITÉS

996

DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Concurrence (recours) :

notification de la déclaration de recours,

Com. 28 mai 2025

Consommation

Crédit à la consommation (offre) :

bordereau de rétractation,

Ov. 1^{er}, 28 mai 2025

Contrat d'affaires

Transport aérien (Convention de Montréal) :

nature du délai de protestation,

CJUE 5 juin 2025

Société et marché financier

Société civile (assemblée) :

convocation par mandataire ad hoc,

Ov. 3^e, 28 mai 2025

997

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (vice caché) : prescription

de l'action récursoire, Com. 3^e, 28 mai 2025

Vente (prix) : pas de pouvoir de fixation

pour le juge, Com. 4 juin 2025

Produit défectueux (responsabilité) :

prescription de l'action en réparation,

Ov. 1^{er}, 4 juin 2025

Responsabilité civile (préjudice) :

portée de la faute de la victime,

Ov. 3^e, 5 juin 2025

999

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit international

Conflit de lois (vente) : action directe

du sous-acquéreur contre le fabricant,

Ov. 1^{er}, 28 mai 2025

1000

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (inélégibilité) : contrôle

de proportionnalité de l'exécution provisoire,

Crim. 28 mai 2025

Peine (affichage) : publication de la décision

dans la presse, Crim. 27 mai 2025

Procédure pénale

Données informatiques (captation) :

secret de la défense nationale,

Crim. 3 juin 2025

Cycle de conférences (Cour de cassation) :

retour d'expérience des juridictions

pénales internationales

1002

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Étranger (assignation à résidence) :

inconstitutionnalité du régime,

Cons. const. 23 mai 2025

Environnement

Visite domiciliaire : saisine du juge

des libertés et de la détention,

Ov. 3^e, 5 juin 2025

1003

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Frais professionnels (Covid-19) :

exclusion des frais de dépistage,

Soc. 27 mai 2025

Travail à temps partagé (contrat de mission) :

portée de la requalification, Soc. 27 mai 2025

Travail temporaire (contrat de mission) :

portée de la requalification, Soc. 27 mai 2025

Grossesse (licenciement) :

prévention de risques psychosociaux,

Soc. 27 mai 2025

Alsace-Moselle (congé de paternité) :

droit au maintien de salaire, Soc. 27 mai 2025

Sécurité sociale

Assurance maladie (prestations) :

déplacement de l'assuré à l'étranger,

Ov. 2^e, 5 juin 2025



POINT DE VUE

1007

Plaidoyer pour un CNU garant de l'excellence scientifique en appui de l'autonomie des universités
par Sophie Bérout, Pierre Bonin,
Francesco Martucci et Stéphanie Porchy-Simon



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1009

La question a priori dans le raisonnement juridique
par Jean-Sylvestre Bergé

PANORAMA

1021

Bail d'habitation
mars 2024 – mars 2025
par Nicolas Damas

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

1016

Le procès et le changement climatique. Étude de la réalisation juridictionnelle du droit climatique
par Laura Canali

1018

Les directions des affaires juridiques des ministères. Contribution à l'étude de la fonction d'expertise juridique dans l'administration d'État
par Louise Fort

NOTES

1037

La consigne : punir l'élu (local) en laissant libre l'électeur,
noté sous Cons. const. 28 mars 2025
par Guillaume Beaussonie et Antoine Botton

1043

Pas de mise en garde de la sous-caution par la caution,
noté sous Com. 2 avr. 2025
par Sébastien Cacioppo



ENTRETIEN

1048

Emmanuel Dreyer – Infractions raciales : transfert de la loi de 1881 au code pénal

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Financement sous contrôle ou direction de fait dans les LBO, gare à ne pas franchir la ligne de crête !
Com. 20 nov. 2024,
note Nadège Jullian p. 397

Sociétés à responsabilité limitée

Le cédant ne peut invoquer la nullité de la cession en cas de défaut d'agrément d'un tiers étranger dans une SARL
Com. 12 févr. 2025,
note Sophie Schiller p. 407

Droit des sociétés cotées

Qui a droit aux dividendes dans une société cotée ?
Com. 12 févr. 2025,
note Arnaud Reygrobellet p. 417

Droit pénal des sociétés

Responsabilité pénale des personnes morales et autorité de la chose jugée
Crim. 8 avr. 2025,
note Haritini Matsopoulou p. 422

Sociétés à capital variable

Des effets du retrait dans une société à capital variable
Com. 18 déc. 2024,
note Thibault de Ravel d'Esclapon p. 425



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Juin 2025 - n° 6

ÉTUDE

Les actions nominatives en droit international privé
Augustin Gridel p. 383

CHRONIQUES

Chronique de droit des entreprises en difficulté
Philippe Roussel Galle,
Laurence Caroline Henry
et Florence Reille p. 430

Actualités _____ **378**

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Étude _____ **383**

Les actions nominatives en droit international privé
Augustin Gridel _____ 383

Jurisprudence _____ **397**

Sociétés en général

Financement sous contrôle ou direction de fait dans les LBO, gare à ne pas franchir la ligne de crête !
Note sous Com. 20 nov. 2024
note Nadège Jullian _____ 397

Prescription de l'action en responsabilité contre un mandataire : un Luxembourgeois averti en vaut deux
Note sous Com. 27 nov. 2024
note Louis-Marie Savatier _____ 401

Opération de trésorerie et obligation de paiement
Note sous Com. 12 mars 2025
note Thierry Bonneau _____ 405

Sociétés à responsabilité limitée

Le cédant ne peut invoquer la nullité de la cession en cas de défaut d'agrément d'un tiers étranger dans une SARL
Note sous Com. 12 févr. 2025
note Sophie Schiller _____ 407

Sociétés civiles professionnelles

Inopposabilité aux tiers des actes non publiés au RCS : la spécificité des SCP de notaires
Note sous Com. 27 nov. 2024
note Bernard Saintourens _____ 410

Sociétés civiles

Désignation d'un administrateur provisoire dans une SCI entre ex-époux : existence d'un péril imminent
Note sous Civ. 3^e, 5 déc. 2024
note Benoit Lecourt _____ 413

Droit des sociétés cotées

Qui a droit aux dividendes dans une société cotée ?
Note sous Com. 12 févr. 2025
note Arnaud Reygrobellet _____ 417

Droit pénal des sociétés

Responsabilité pénale des personnes morales et autorité de la chose jugée
Note sous Crim. 8 avr. 2025
note Haritini Matsopoulou _____ 422

Sociétés à capital variable

Des effets du retrait dans une société à capital variable
Note sous Com. 18 déc. 2024
note Thibault de Ravel d'Esclapon _____ 425

Chronique de droit des entreprises en difficulté _____ **430**

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille

Revue Lamy

Droit des affaires

DOSSIER : La compétence du tribunal de commerce et du nouveau tribunal des activités économiques

*Christian BAGNAUD, Didier CHOLET, Julie CLAVEL-THORAVAL, Victor GENESTE,
Jean LEFEBVRE, Karine LEMERCIER, Michel PESLIER*

Chronique : Contrats d'affaires

Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE

L'ordonnance de transposition de la directive *Women on Boards* : un pas de plus vers la parité dans les organes de direction des sociétés

Marie FRISCH

Décision collective et minorité : vive la majorité, vive la démocratie !

Thibaut DUCHESNE, Quentin NEMOZ-RAJOT

Bail et absence de contrepartie pour le colocataire

Gaëtan BELLAMY-MARAIN

Quelques réflexions sur la responsabilité pour insuffisance d'actif (partie 2)

Mélanie CESCUT-PUORE

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentante légale : Rokhaya Pondi

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directrice de la publication : Rokhaya Pondi

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemerrier

Ont participé à ce numéro : Victoria Mauriès, Jérémy Berlemont, Brintha Selvachandran, Salma Akdad

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 70,63 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0130 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLD 2025, n° 215-1 (année/n° de la revue - n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 4

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

SOCIÉTÉS P. 10

- Décision collective et minorité : vive la majorité, vive la démocratie !

Thibaut DUCHESNE, Quentin NEMOZ-RAJOT

CONTRAT P. 16

- Bail et absence de contrepartie pour le colocataire

Gaëtan BELLAMY-MARAIN

PERSPECTIVES

DOSSIER P. 19

- La compétence du tribunal de commerce et du nouveau tribunal des activités économiques

Propos introductifs : Genèse, objectif et mise en œuvre de la réforme du TAE P. 19

Christian BAGNAUD, Victor GENESTE, Michel PESLIER

La compétence matérielle du tribunal de commerce et du tribunal des activités économiques P. 22

Karine LEMERCIER

La compétence territoriale du tribunal de commerce P. 25

Jean LEFEBVRE

Le règlement des questions de compétence posées au tribunal de commerce et au tribunal des activités économiques P. 28

Didier CHOLET

La clause attributive de compétence : l'échappatoire des clauses de juridiction en matière commerciale P. 32

Julie CLAVEL THORAVAL

CHRONIQUE P. 37

- Chronique : Contrats d'affaires

Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE

ÉTUDE P. 45

- L'ordonnance de transposition de la directive *Women on Boards* : un pas de plus vers la parité dans les organes de direction des sociétés

Marie FRISCH

ANALYSE P. 51

- Quelques réflexions sur la responsabilité pour insuffisance d'actif (partie 2)

Mélanie CESCUT-PUORE

Contrats Concurrence Consommation, n° 6 du 01 juin 2025

Sommaire du numéro

Repère

CONCURRENCE DÉLOYALE

[Doctrines\(.fr\) et jurisprudences\(.com\)](#)

N° 6 - Par Nicolas MATHEY

Alertes

VEILLE | AIDE D'ÉTAT

[La Commission européenne modifie les règles sur les aides d'État, afin de garantir l'accès du public à la justice en matière d'environnement](#)

N° 24

VEILLE | CONSULTATIONS

[La Commission consulte en vue de réviser les lignes directrices de l'UE sur les concentrations](#)

N° 25

VEILLE | LOI DDADUE 2025

[La loi DDADUE 2025 est publiée](#)

N° 26

VEILLE DES TEXTES | JOURNAL OFFICIEL

[Veille du 6 au 25 mars 2025](#)

N° 27

Étude

CONTRATS

[La structuration de l'entreprise par le contrat en droit des affaires](#)

N° 12 - Par Robert VINCENT

Commentaires

CONTRATS | CONSEIL EN GESTION DE PATRIMOINE

Teneur de l'obligation d'information du conseiller

N° 79

CONTRATS | MANDAT

Le mandataire s'est approprié des sommes qu'il détenait pour le compte du mandant : à partir de quel moment en doit-il l'intérêt ?

N° 80

CONTRATS | SOUS-TRAITANCE

Sous-traitance :

N° 81 - Par Laurent LEVENEUR

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Franchise participative et procédure de sauvegarde

N° 82 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONTENTIEUX INTERNATIONAL

De l'importance du droit international privé européen

N° 83

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Un concurrent qui exerce une action en concurrence déloyale contre l'auteur d'une pratique anticoncurrentielle doit apporter la preuve de l'existence d'un préjudice

N° 84 - Par Hélène AUBRY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Rupture brutale de relations commerciales établies : appréciation de la durée du préavis

N° 85 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | NÉGOCIATION COMMERCIALE

Convention écrite entre distributeurs et fournisseurs : amende administrative pour non-respect du formalisme

N° 86 - Par Nicolas MATHEY

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Abus d'exploitation : l'Autorité de la concurrence sanctionne le dispositif ATT d'Apple

N° 87 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTES

Restrictions verticales : principe et preuve de la condition dite de l'obligation parallèle dans les réseaux de distribution exclusive

N° 88 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

Fin de la saga Cegedim : la cour de renvoi confirme la responsabilité de l'apporteur d'actif

N° 89 - Par David BOSCO

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Concentrations sous les seuils : l'Autorité approfondit la piste d'un pouvoir d'évocation

N° 90 - Par David BOSCO

CONSOMMATION | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Rappel des règles propres à la publicité d'offres de crédit

N° 91 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Critère du rapport direct : clap de fin ?

N° 92 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CONTRAT DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ

Contrat de fourniture d'électricité

N° 93 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

Clauses abusives

N° 94 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

Formule



DOMMAGES ANTÉRIEURS À LA VENTE

Retour sur la clause réservant au vendeur un droit d'agir pour des dommages antérieurs à la vente

N° 6 - Par Cyril NOBLOT

Droit des sociétés, n° 6 du 01 juin 2025

Sommaire du numéro

Repère

NULLITÉ

La réforme de la réforme des nullités en droit des sociétés aura-t-elle lieu ?

N° 6 - Par Jean-François HAMELIN

Alertes

FOCUS | LOI DDADUE

La loi DDADUE 2025 est publiée !

N° 107

VEILLES | AMENDE CIVILE

Loi DDADUE 5 : les sociétés sont désormais soumises à une sanction civile en cas de faute lucrative afférente à leur activité professionnelle ayant causé des dommages sériels !

N° 108 - Par Clara LAVIELLE

VEILLES | ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Qualité pour agir d'un créancier en désignation d'un administrateur provisoire... encore des questions en suspens

N° 109 - Par Clara LAVIELLE

VEILLES | FUSION-ABSORPTION

Effet de l'appel d'une société condamnée pénalement sur la condamnation d'une autre société absorbée par l'appelante

N° 110 - Par Jean-Yves MARÉCHAL

VEILLES | CESSION DE PARTS SOCIALES

Précisions sur les héritiers du cédant de parts sociales

N° 111 - Par Alexis ELORZA et Clara LAVIELLE

VEILLES | PARTS SOCIALES

Limites de l'intervention judiciaire concernant la mission de l'expert dans l'évaluation des parts sociales

N° 112

VEILLES | SCM

Précisions sur le champ de l'activité principale des membres d'une SCM

N° 113 - Par Guillaume RUC

VEILLES | SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INVESTISSEMENT FINANCIER

Précisions sur les obligations des conseillers en investissement financier et la responsabilité des gérants de sociétés de conseil

N° 114

VEILLES | RSE

Observatoire des litiges judiciaires : lancement d'un collège thématique sur la RSE

N° 115

VEILLES | TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les banques françaises leaders du financement de la transition écologique

N° 116 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | CSRD

Ouverture d'un portail pour faciliter la conformité des entreprises à la CSRD

N° 117

VEILLES | PARITÉ

Équilibre femmes-hommes : l'AMF veillera au respect de la parité dans les instances dirigeantes des sociétés cotées

N° 118

VEILLES | INDEX ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Index égalité femmes-hommes : une proportion plus élevée de femmes dans l'entreprise s'accompagne de meilleures notes

N° 119

VEILLES | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

Insaisissabilité de l'indemnité destinée à réparer les désordres affectant la résidence principale de l'entrepreneur individuel en liquidation judiciaire

N° 120

VEILLES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Renforcement de la prévention et du soutien aux entreprises en difficulté : un rapport remis à l'exécutif formule 16 recommandations

N° 121

VEILLES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Précisions sur le financement de la rémunération du liquidateur dans les liquidations judiciaires impécunieuses

N° 122

VEILLES | GUICHET UNIQUE

Entités de droit privé ou de droit international qui ne sont pas des entreprises et qui ne relèvent pas du guichet unique des formalités

N° 123

VEILLES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

La durée du mandat de commissariat aux comptes est-elle vraiment toujours intangible ?

N° 124

VEILLES | CONVENTIONS DE MANAGEMENT FEES

Les conventions de management fees, épilogue ?

N° 125 - Par Lucienne ERSTEIN

VEILLES | CRÉATION D'ENTREPRISES

Nouvelle baisse des créations d'entreprises en mars 2025

N° 126

VEILLES | SOCIÉTÉ DE DE GESTION DE PORTEFEUILLE

L'AFG publie son étude annuelle sur l'exercice des droits de vote par les SGP en 2024

N° 127 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS : PROSPECTUS COMMUN EUROPÉEN

Publication du prospectus commun européen pour les introductions en Bourse

N° 128 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | NOTATION ESG

L'ESMA consulte sur les règles applicables aux fournisseurs de notation ESG

N° 129 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS

MAR/MiF II : publication du rapport final de l'ESMA à propos des actes délégués du Listing Act

N° 130 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | AUTORITÉ EUROPÉENNE DES MARCHÉS FINANCIERS

Conseils techniques sur les abus de marché et les marchés de croissance des PME dans le cadre de la loi sur la cotation

N° 131

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS

Modernisation des règles d'accès aux marchés financiers

N° 132

VEILLES | ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS : AMF

Application par l'AMF des orientations européennes sur l'échange d'informations pour la supervision des établissements financiers

N° 133

VEILLES | MARCHÉS DE CAPITAUX DANS L'UE

La Commission consulte sur les obstacles à l'intégration des marchés de capitaux dans l'UE

N° 134

VEILLES | MARCHÉS FINANCIERS

IA et marchés financiers : l'ICMA répond à l'OICV

N° 135 - Par Samia MAOUCHE

VEILLES | CONTRAT

Précisions sur le devoir d'information précontractuelle

N° 136 - Par Marine DESTREGUIL

VEILLES | CONTRATS

Contrats interdépendants : la nullité de l'un n'entraîne pas nécessairement la caducité de l'autre

N° 137

Entretien



DROIT DES SOCIÉTÉS

Réforme de la licence de l'École de droit de la Sorbonne ou une nouvelle appréhension du droit de l'entreprise et de la pratique professionnelle

N° 6 - Par Agnès ROBLOT-TROIZIER et François Guy TRÉBULLE

Étude



SOCIÉTÉS D'OFFICINE

L'ingénierie contractuelle des sociétés d'officine face à la rigueur du droit pharmaceutique

N° 7 - Par Valérie SIRANYAN et Olivier ROLLUX

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PARTS SOCIALES ET COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

Sauf stipulation contraire, la convention de rachat de parts sociales ne peut être résolue pour cause de défaut de remboursement du compte courant d'associé

N° 61 - Par Renaud MORTIER

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | ASSOCIÉ

La renonciation « tacite » (à revendiquer la qualité d'associé) réduite au silence

N° 62 - Par Renaud MORTIER

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

Reprise par une SCI familiale : exigence d'un objet agricole confirmée

N° 63 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

Point de nullité pour violation d'une clause statutaire : réitération du principe

N° 64 - Par Jean-François HAMELIN

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

Précisions sur la responsabilité de la personne morale en cas de délégation de pouvoir

N° 65 - Par Renaud SALOMON

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | FAILLITE PERSONNELLE

Office du juge et détermination de la qualité de dirigeant de fait en droit répressif des procédures collectives

N° 66 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | HOLDING ANIMATRICE

Co-animation de filiales

N° 67 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Détermination de la plus-value imposable de cession de droits sociaux en cas de non-paiement intégral du prix

N° 68 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE. - RAPPORT DE DURABILITÉ

L'assouplissement du reporting de durabilité

N° 69 - Par Jean-Louis NAVARRO

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 23 du 09 juin 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Cory Booker Goes to Washington

N° 689 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | PROCÉDURE CIVILE

Le périmètre du déféré de l'ordonnance du conseiller de la mise en état

N° 690 - Par Philippe GERBAY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

Précisions sur les héritiers du cédant de parts sociales

N° 691

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PRESCRIPTION

Garantie des vices cachés : point de départ du délai de prescription de l'action récursoire

N° 692

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 mai 2025

N° 693

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONFLIT DE JURIDICTIONS

Le sort d'une clause attributive de juridiction déséquilibrée dans le contentieux privé international

N° 694 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

Effets du titre exécutoire dans la procédure de saisie-attribution

N° 695 - Par Christian LAPORTE

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Le refus d'un formalisme procédural excessif

N° 696 - Par Philippe COLLET

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Peine complémentaire : la publication de la décision des juges ne peut être ordonnée à plusieurs reprises dans un même journal

N° 697

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | VIOLENCES SEXUELLES

Prévention de la récidive du viol : comment mieux prendre en charge les auteurs ?

N° 698

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CYBERCRIMINALITÉ

Feuille de route pour lutter contre la cybercriminalité

N° 699

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 mai 2025

N° 700

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | RESPONSABILITÉ PÉNALE

L'effet sur la poursuite d'une société de la relaxe de son représentant

N° 701 - Par Jean-Yves MARÉCHAL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Installation du groupe de travail sur la simplification du droit des entreprises en difficulté

N° 702

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 4 juin 2025

N° 703

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 mai 2025

N° 704

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

Nouveau barème de sanctions en cas de manquement aux obligations du contrat d'engagement des demandeurs d'emploi

N° 705

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur

N° 706

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 4 juin 2025

N° 707

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 mai 2025

N° 708

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | URBANISME

La présence d'agents non habilités lors d'une visite domiciliaire en matière d'urbanisme rend la procédure irrégulière

N° 709

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | NUMÉRIQUE

Conditions de mise en oeuvre des exigences essentielles imposées aux fournisseurs de services d'informatique en nuage

N° 710

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Loi SREN : l'Autorité de la concurrence consulte sur la pratique d'autopréférence

N° 711

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DES COMPTES

La Cour des comptes suggère des pistes d'amélioration du diagnostic de performance énergétique

N° 712

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 mai au 4 juin 2025

N° 713

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts P du Conseil d'État du 2 au 8 juin 2025

N° 714

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

La responsabilité de l'expert du chiffre

N° 715 - Par Jean-Baptiste SEUBE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Non scholae, sed vitae discimus

N° 716 - Par Faneva TSIADINO RAKOTONDRAHASO

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | DROIT ADMINISTRATIF

Droit administratif

N° 717 - Par Gweltaz EVEILLARD

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | DROIT INTERNATIONAL

Sanctions internationales : un sujet d'actualité

N° 718 - Par Mélodie LELOUP VELAY

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉ

Le secret est-il, oui ou non, protégé par le droit ?

N° 719

[Consulter le PDF](#)

ÉTUDE | PROCÉDURE CIVILE

La loyauté procédurale dans le contentieux judiciaire et l'arbitrage

N° 720 - Par Caroline DERACHE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Une institution méconnue de la profession d'avocat : la Commission de contrôle des CARPA

N° 721 - Par Serge NONORGUE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ENVIRONNEMENT

3 questions à Corinne Lepage, avocate associée chez Huglo Lepage Avocats, ancienne ministre de l'Environnement

N° 722

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Missions d'urgence sur la justice : le CNB exprime ses inquiétudes

N° 723

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Précisions sur le programme de l'examen d'accès au CRFPA, session 2025

N° 724

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

CRFPA 2025 : documents pouvant être utilisés pour les épreuves d'admissibilité

N° 725

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le CNB demande la prorogation du régime transitoire de la « clause du grand-père »

N° 726

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BARREAU DE PARIS

Le Barreau de Paris appelle à améliorer les conditions de détention

N° 727

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 24 du 12 juin 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

3 QUESTIONS - SignalConso, un outil de règlement des litiges de consommation ?

N° 502 - Par Caroline CAZAUX et Liora ELFASSY

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Projet sur la simplification du droit des entreprises en difficulté

N° 503

BIBLIOGRAPHIE

Guide des pactes d'actionnaires et d'associés

N° 504

BIBLIOGRAPHIE

Guide fiscal des actes premier semestre 2025

N° 505

DONNÉES CHIFFRÉES

Accélération de la fermeture des agences bancaires

N° 506

Actualités

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Obligations légales et obligations contractuelles de l'hébergeur

N° 507 - Par Anne COUSIN

AFFAIRES | BANQUE

Compétence du JEX pour connaître des contestations portant sur la cause d'un chèque impayé et les mesures d'exécution forcée qui en découlent

N° 508

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

La durée du mandat de commissariat aux comptes est-elle vraiment toujours intangible ?

N° 509

AFFAIRES | CONCURRENCE

L'OCDE publie un document d'orientation sur la question de la prise en compte des gains d'efficacité dans le contrôle des fusions

N° 510

AFFAIRES | CONCURRENCE

Concurrence déloyale et parasitaire : reprise d'un logo et d'une dénomination sociale

N° 511

AFFAIRES | CONCURRENCE

Entente sur le marché de la livraison de denrées alimentaires en ligne : Delivery Hero et Glovo, épinglées par la Commission, écotent d'une amende de 329 M€

N° 512

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

L'action paulienne peut être exercée contre une transaction homologuée judiciairement

N° 513

AFFAIRES | DESSINS ET MODÈLES

Décathlon conserve la protection de son modèle de masque de plongée

N° 514

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Le prix de la vente d'un fonds de commerce doit être déterminé par les parties ou un tiers, et non par le juge

N° 515

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

LCB-FT : coordination et coopération entre les autorités chargées d'appliquer les mesures restrictives de l'UE

N° 516

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Conditions de mise en oeuvre des exigences essentielles imposées aux fournisseurs de services d'informatique en nuage

N° 517

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Conditions à respecter pour qu'une publicité sur des opérations commerciales de promotion soit autorisée à la télévision

N° 518

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La DCGCCRF publie de nouvelles lignes directrices pour l'encadrement des promotions

N° 519

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

Garantie des vices cachés : point de départ du délai de prescription de l'action récursoire
N° 520

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Demande de désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés d'une société civile
N° 521

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Précisions sur les héritiers du cédant de parts sociales
N° 522

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Précisions sur les conséquences attachées à un contrat de travail à temps partagé illicite
N° 523

SOCIAL | LICENCIEMENT

Procédure de convocation en cas de report de l'entretien préalable au licenciement
N° 524

SOCIAL | LICENCIEMENT

Recevabilité des preuves tirées de l'exploitation d'images de vidéosurveillance
N° 525

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Parité femmes-hommes en matière électorale : précisions de la Cour de cassation sur l'appréciation du respect de la règle de l'alternance
N° 526

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal
N° 527

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

CFE et/ou IFER 2025 : mise en ligne des avis d'acompte, paiement au plus tard le 16 juin 2025 inclus
N° 528

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Plus-values sur titres : la CEDH valide la différence de traitement fiscal entre opérations nationales et européennes
N° 529

FISCAL | TVA

Une proposition de loi, adoptée à l'Assemblée, prévoit la suppression de la réforme de la franchise en base de TVA
N° 530

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires des entreprises

N° 1163 - Par Philippe PÉTEL et Adrien TEHRANI

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Que reste-t-il des droits de la défense et du principe du contradictoire dans la mise en oeuvre des clauses statutaires d'exclusion ?

N° 1164 - Par Samuel FRANÇOIS

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE - Révocation du président - Révocation abusive - Non-respect du contradictoire

N° 1165

AFFAIRES | MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La conciliation, pour une solution en confiance : l'amiable dans le contentieux commercial

N° 1166 - Par Claude DUFAUR , Anne FAUCHON et Marie BOUTRON-COLLINOT

AFFAIRES | MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La conciliation, pour une solution en confiance

N° 1167 - Par Stephen BENSIMON

AFFAIRES | MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

L'amiable dans le contentieux commercial : fondements juridiques et dispositifs existants

N° 1168 - Par Marie BOUTRON-COLLINOT

AFFAIRES | MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La stratégie de l'amiable sous l'égide du juge

N° 1169 - Par Hirbod DEHGHANI-AZAR

AFFAIRES | MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les MARD (modes amiables de règlement des différends) au tribunal de commerce

N° 1170 - Par Benoît ANDRÉ et Anne DUPUY

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Panorama des CJIP environnementales conclues depuis le 24 décembre 2020

N° 1171 - Par Anne-Laure MÉRY et Leena COOPER

AFFAIRES | BANQUE

La résiliation d'un contrat de services de paiement pour cause d'activité illicite de l'accepteur (l'illicite en droit des paiements)

N° 1172 - Par Pierre STORRER

SOCIAL | CONTENTIEUX

Le juge doit pouvoir exercer un contrôle de l'adéquation des majorations de retard à caractère punitif aux manquements constatés

N° 1173 - Par François TAQUET

FISCAL | REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Cession de titres à prix minoré lors de la liquidation d'une société

N° 1174 - Par Nicolas NEZONDET

HORS-SÉRIE

LA MAÎTRISE DE LA DONNÉE**EN ENTREPRISE :****ENTRE PROTECTION****ET VALORISATION****49^e COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DROIT & COMMERCE**

21 et 22 mars 2025 - Deauville

**DROIT &
COMMERCE**

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :
Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025
- Prix TTC au n° : 25,53 €
- Abonnement France (un an) :
Journal seul : 621,79 € TTC
Recueils + table seuls : 601,37 € TTC
Journal, recueil + table : 832,12 €
Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC
- Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 699 €
Journal, recueil + table : 899 €
Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 1 663 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

LA MAÎTRISE DE LA DONNÉE EN ENTREPRISE : ENTRE PROTECTION ET VALORISATION

49^e colloque de l'association Droit & Commerce

Interventions

GPL478g5 ■ Allocution de bienvenue par Antoine DIESBECQ	2
GPL477p3 ■ Le droit des données existe-t-il ? par Alexandra BENSAMOUN	4
GPL478g9 ■ Propos introductifs par Vincent VIGNEAU	8
GPL477k8 ■ La donnée : une notion juridique ? par Juliette SÉNÉCHAL	11
GPL478g8 ■ En-capacitation et pouvoir sur la donnée par Jean-Gabriel GANASCIA	15
GPL478g4 ■ Valeur et valorisation des données par Antonin BERGEAUD	18
GPL477k9 ■ Le pluralisme normatif de la donnée par Marina TELLER	23
GPL478h3 ■ Les acteurs de la donnée : enjeux juridiques, économiques et technologiques d'un nouvel écosystème par Thomas PARISOT	29
GPL478h8 ■ Les données confrontées aux enjeux concurrentiels par Guillaume FABRE	31
GPL478h1 ■ Les données à caractère personnel, objets d'exploitation contraints ? par Thomas DAUTIEU	37
GPL477l7 ■ Appropriation et protection des données de l'entreprise par Fabienne FAJGENBAUM	40
GPL477n5 ■ Protection des données personnelles et innovation : les clés du succès par Nathalie LANERET	45
GPL478h4 ■ Propriété intellectuelle, contrefaçon et nouveaux enjeux : l'action de l'UNIFAB face aux mutations du marché et du droit par Delphine SARFATI-SOBREIRA	49
GPL478g1 ■ Le point de vue des juridictions par Brigitte BRUN-LALLEMAND	51
GPL478g7 ■ Le point de vue de l'entreprise et du secteur de l'internet par Benjamin AMAUDRIC DU CHAFFAUT	54
GPL478k5 ■ Propos conclusifs par Jacques MESTRE	58

DOCTRINE P. 17

PERSONNES / FAMILLE

Assurance-vie : conditions de validité de l'acte de substitution de bénéficiaire

par *Hervé Lécuyer* et *Marc Thomas-Marotel*

**ACTUALITÉS** P. 5**DROIT FISCAL**

Avis de la 1^{re} chambre civile
de la Cour de cassation :
le préciput n'est pas
une opération de partage

IMMOBILIER

Prorogation du délai de validité
de certaines autorisations
d'urbanisme

ENTREPRISE

Précisions sur la liberté
de révocation du dirigeant
social d'une SARL

PROFESSIONS

Effets des irrégularités
de forme de la copie exécutoire
sur son caractère authentique

PRATIQUE P. 13**RURAL**

La cession des améliorations
culturales : une impasse
jurisprudentielle pour
le propriétaire exploitant
par *François Delorme*

CHRONIQUES P. 24**IMMOBILIER**

Sûretés personnelles
par *Séverine Cabrillac*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF226f6 ■ Avis de la 1^{re} chambre civile de la Cour de cassation : le préciput n'est pas une opération de partage

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF226f0 ■ Prorogation du délai de validité de certaines autorisations d'urbanisme

ENTREPRISE

DEF226f1 ■ Précisions sur la liberté de révocation du dirigeant social d'une SARL

FISCAL

DEF226f2 ■ Notion d'indépendance dans le cadre de l'examen de conformité fiscale

RURAL

DEF226f3 ■ Bail rural : date d'appréciation des conditions de la reprise

PROFESSION

DEF226f4 ■ Effets des irrégularités de forme de la copie exécutoire sur son caractère authentique

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF225h2 ■ La cession des améliorations culturelles : une impasse jurisprudentielle pour le propriétaire exploitant
par **François Delorme**

DOCTRINE P. 17

DEF226b6 ■ Assurance-vie : conditions de validité de l'acte de substitution de bénéficiaire
par **Hervé Lécuyer** et **Marc Thomas-Marotel**

CHRONIQUES P. 24

DEF226c1 ■ Sûretés personnelles
par **Séverine Cabrillac**

VIE PRO P. 29

OFFRES ET DEMANDES P. 37

INDICES P. 40

NOUVEAU PODCAST
**Profession
Notaire**



Ce podcast propose des réflexions structurantes pour la profession, fruits des débats de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.

Animé par **Liliane Ricco**,
Rédactrice en chef du Defrénois

SAISON 3 : L'avenir de l'acte notarié

Avec **M^e Coralie Leveueur**, notaire à Paris et rapporteur général de la 75^e session de l'Assemblée de Liaison des notaires de France.

Épisode 5 : la réduction drastique des annexes, les documents informatifs remis en main propre et le devoir de conseil mieux assuré.



SCAN ME

Revue Pratique Droit des Affaires n°5 du 28 mai 2025

Chercher dans ce numéro

Actualités

RSE / Compliance / Vigilance

Par Cécile Granier

Loi DDADUE 5 : précisions concernant la publication et la certification du rapport de durabilité

Par Cécile Granier

Loi DDADUE 5 : les nouvelles attributions de l'AMF en matière de représentation équilibrée des sexes parmi les administrateurs

Par Cécile Granier

Mise à jour des lignes directrices ACPR-Tracfin en matière de vigilance et d'information à Tracfin

Par Brune-Laure Dugourd

Loi DDADUE 5 : restriction d'accès au registre des bénéficiaires effectifs

Par Cécile Granier

Crédit et financement

sous la direction de Thibaut Duchesne, Nicolas Ida

Loi DDADUE 5 : mesures correctives concernant les gestionnaires de crédits

Par Brune-Laure Dugourd

Loi DDADUE 5 : les dispositions renforçant la résilience bancaire

Par Rachid Khelfa

Loi DDADUE 5 : obligations vertes européennes et compétence de l'AMF

Par Thibaut Duchesne

Obligation d'information annuelle de la caution

Par Brune-Laure Dugourd

Loi DDADUE 5 : transposition des modifications du règlement MiFIR

Par Brune-Laure Dugourd

Loi DDADUE 5 : la loi applicable aux opérations sur titres financiers inscrits en registre distribué

Par Nicolas Ida

Loi DDADUE 5 : les garanties sur actifs numériques

Par Nicolas Ida

Loi DDADUE 5 : les habilitations accordées en matière de crédit et financement

Par Thibaut Duchesne

Biens de l'entreprise

sous la direction de Nadège Jullian, Yann Basire

Obligation de délivrance et clause de non-recours

Par Clément Fabre

Dépôt de garantie et détermination du loyer de renouvellement

Par Clément Fabre

Brevets : révocation pour extension de l'objet au-delà de la demande

Par Diogo Costa Cunha

Non-brevetabilité de présentation d'informations : fin de la saga Thalès

Par Diogo Costa Cunha

Précision sur le régime probatoire en cas de contestation de la bonne foi du déposant d'une marque

Par Camille Jalicot

Contrats d'affaires

sous la direction de Frédéric Buy

Loi DDADUE 5 : la sanction des fautes lucratives dans le Code civil

Par Frédéric Buy

La Cour de cassation contient le devoir d'information précontractuelle prévu à l'article 1112-1 du Code civil

Par Frédéric Buy

Caducité des contrats liés : la procédure comme limite

Par Frédéric Buy

Sociétés

Concurrence

sous la direction de Rafael Amaro

Exclusivité territoriale et preuve de l'existence de l'obligation parallèle : l'acquiescement, même tacite, des autres distributeurs est suffisant

Par Rafael Amaro

Affaire Teams : la Commission ouvre une consultation sur les engagements de Microsoft

Par Rafael Amaro

Focus

Concurrence déloyale dans le secteur de l'édition juridique

Par Jean-Christophe Roda